

Unis contre la repression gaulliste

Le Grand Capital a triomphé de la bataille qu'il a engagée contre les différentes couches de la bourgeoisie dont la direction anime les partis de la démocratie parlementaire classique.

De Gaulle et ceux qui à la fois le soutiennent et l'inspirent n'ont pas l'intention de rester en si bon chemin. Ils vont essayer de parachever la défaite des partis de la Troisième et de la Quatrième République.

Mais le pouvoir a d'autres ambitions : celle de mater la classe ouvrière et ses organisations, particulièrement la C.G.T. et le P.C.F.

C'est sans doute un bien plus gros morceau que le Parti Radical ou le Centre National des Indépendants, et jusqu'ici, la tactique de de Gaulle avait surtout été de détacher les travailleurs de leurs organisations en employant divers procédés parmi lesquels figuraient les augmentations de salaire préventives.

Le succès que représente pour lui la dernière consultation électorale va sans doute l'inciter à combiner la manière forte avec le paternalisme le plus cauteleux, la manière forte tendant à prendre le pas sur le paternalisme selon les circonstances économiques et politiques.

Il nous a déjà donné un premier exemple immédiatement après le référendum en réquisitionnant les travailleurs de la R.A.T.P. (réseau souterrain.)

Après le licenciement de plusieurs ouvriers, il continue maintenant sur sa lancée en faisant occuper par l'armée deux dépôts de la R.A.T.P., le dépôt Michelet à Saint-Ouen et le dépôt Flandres à Pantin. Ce sont dans ces deux dépôts, les mécaniciens militaires du Matériel et du Génie qui sont venus relayer les ouvriers d'entretien des autobus.

Le pouvoir gaulliste porte une atteinte sérieuse au droit des travailleurs. Il fait jouer de plus, aux soldats le rôle de briseurs de grève. Son intention est de dresser, tactique chère à la bourgeoisie, les travailleurs en uniforme contre leurs frères de classe en lutte pour leurs revendications.

Il y a quinze ans que la bourgeoisie n'avait pas osé recourir à de telles mesures qui doivent être dénoncées devant tous les travailleurs et non seulement devant ceux de la R.A.T.P. comme étant d'une extrême gravité.

Il est urgent que les organisations syndicales s'unissent contre l'utilisation de l'armée pour briser les grèves.

Les grands partis politiques de la classe ouvrière, P.C.F., P.S.U., Parti Socialiste S.F.I.O., doivent sceller leur unité d'action contre cette agression capitaliste.

Les désistements réciproques entre candidats communistes et socialistes facilitent l'action commune. A cet égard, il faut se réjouir que les élus communistes et socialistes au Conseil Général de la Seine aient refait leur unité contre le Gouvernement. Mais le Front unique ne doit pas rester une tactique électorale. L'organisation extra-parlementaire du Front unique, entre le P.C.F. et le parti socialiste à tous les échelons, s'impose.

C'est ainsi que la classe ouvrière résistera à l'offensive du Capital et que seront créées les conditions d'une mobilisation victorieuse des travailleurs contre le pouvoir.

La condition ouvrière

(Suite des numéros précédents)

Ainsi donc comme nous l'avons montré dans les deux articles précédents, la production et la productivité du travail ont dans les principales branches de l'industrie augmenté dans des proportions considérables. Et les prévisions pour les années à venir n'infirment pas la situation actuelle.

Cette augmentation de la production et de la productivité, est due au développement :

- 1° du machinisme,
- 2° mais aussi à l'intensification du travail humain.

Tous les auteurs qui s'occupent de la question partisans ou non du socialisme utilisent un nouveau concept, celui de la « pénibilité du travail ».

Ce néologisme barbare traduit une réalité très concrète : on peut se faire une idée du degré d'intensité du travail si l'on considère qu'il y a un demi-siècle, le temps d'exécution d'une tâche accordé à un ouvrier se mesurait dans les limites d'une heure, il y a une vingtaine d'années il se mesurait dans les limites d'une minute ; aujourd'hui c'est dans la limite de quelques secondes. Citons deux ingénieurs à l'appui de ce que nous avançons : « Le temps d'usinage, c'est-à-dire le stationnement des pièces sur une machine sont devenus négligeables au temps de déchargement des machines et au temps de transfert entre mes machines... La vitesse à laquelle certaines machines modernes sont capables de travailler exclue, si l'on veut les employer à plein rendement toute commande humaine, cela parce que la réponse de l'homme est trop longue. » (Conseil National Belge de l'Organisation scientifique du travail.)

Mais l'homme court après la machine, et il en résulte que le travailleur doit fournir en une journée de travail, de huit ou

de neuf heures, une quantité d'énergie nerveuse considérablement plus importante que pendant une journée de douze à quatorze heures il y a un demi-siècle. « Les Temps Modernes » de Charlie Chaplin n'est pas seulement un film génial, c'est aussi un grand document sociologique.

Les mineurs, les cheminots, les employés des transports en général, particulièrement ceux de la région parisienne, sont à la même enseigne que les métallurgistes.

Le nombre des maladies nerveuses augmente. Dans une administration comme celle des P.T.T., particulièrement aux comptes chèques postaux, les crises de nerfs pendant le travail, sont devenues monnaie courante.

Au terme de l'enquête trop brève que nous avons poursuivie sur la condition ouvrière nous concluons sur la base des faits et des chiffres que nous avons produits que l'amélioration sensible du pouvoir d'achat de la classe ouvrière s'est faite au prix de l'allongement et de l'intensification du travail et cela dans une société où le travailleur dépossédé de sa personnalité, simple rouage, n'a pas la compensation de l'initiative.

On objecte souvent — c'est le patronat qui inspire et orchestre ces campagnes, et il faut avouer qu'il le fait avec un certain succès —, que la réduction de la journée de travail diminuera la production et par conséquent la quantité d'objets produits. Dans cette optique ce n'est pas l'organisation sociale qui serait responsable de la condition ouvrière, mais le développement du machinisme. Il y aurait une malédiction inévitable du monde moderne.

Passons sur le fait que les travailleurs ne profitent guère de l'augmentation de la production et venons-en à l'argument lui-même qui, s'il se veut logique et frap-

Réponse à un lecteur

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur de Rouen. Nous reviendrons ultérieurement sur un certain nombre de points que notre correspondant soulève.

Pour commencer, nous jugeons utile de répondre aux arguments contenus dans un extrait de sa très longue lettre concernant les revendications ouvrières.

Notre lecteur écrit :

« Dans le numéro 130 de « L'Internationale », vous avez publié, en page 10, dans la rubrique syndicale, deux articles qui expriment des idées que je crois fausses. Dans le premier intitulé « 40 heures », vous exposez que les « centrales ouvrières » sont désarmées — parce que le programme revendicatif qu'elles proposent ne tient pas compte des conditions de vie des travailleurs et de certaines de leurs aspirations ». Tout à fait juste. Mais que préconisez-vous ?

« Il est une revendication qui réunit le double avantage de correspondre aux aspirations actuelles des travailleurs et de créer les conditions d'un combat uni et généralisé.

« Cette revendication, c'est la réduction de la durée de la semaine de travail « à 40 heures d'abord, étape vers une réduction plus importante encore. »

« Non, dans les conditions actuelles de plein emploi, de non-chômage, les travailleurs, dans leur immense majorité, ne demandent pas d'abord à travailler moins longtemps. Ils demandent à vivre mieux, à avoir la possibilité de consommer plus ce, d'autant qu'à l'époque des réfrigérateurs, des machines à laver, des scooters, des voitures automobiles, des caravanes de camping, dans l'immense majorité des foyers ouvriers, dans laquelle il y a des enfants, on n'a pas même toujours ce qu'il faut pour des besoins aussi élémentaires que la nourriture et le vêtement. »

« Bien sûr, ils aimeraient ne travailler que 40 ou 35 ou bien même seulement 48, et employer le repos hebdomadaire à autre chose qu'à récupérer comme une bête de somme... Mais pour s'approcher du nécessaire, ils travaillent quand ils le peuvent au delà de 48 heures. »

« Pourtant, je dois reconnaître qu'il y a effectivement une catégorie de travailleurs qui, généralement, aspire fortement à la diminution du temps de travail. Il s'agit des couples de travailleurs sans enfants. Disposant de deux salaires (souvent de bas salaires), ils disposent pour vivre même dans les plus mauvais cas de plus d'argent qu'une famille de six personnes. »

Nous ne croyons pas que les considérations de notre camarade soient toutes fausses, notamment lorsqu'il parle des difficultés des familles nombreuses. Depuis quelques années, par rapport aux célibataires et aux ménages sans enfant, leur situation s'est assez considérablement détériorée. Il est vrai également que les travailleurs sont attachés aux heures supplémentaires, au travail clandestin de toute sorte qui leur permet d'acheter à crédit.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Mais notre correspondant utilise ces faits dans le cadre d'une analyse qui en fausse tout à fait la signification.

Il fait état d'abord des conditions actuelles de plein emploi et de non-chômage. Avant la guerre, en effet, les licenciements massifs, les fermetures d'usines, l'extension du chômage conduisaient les travailleurs à exiger la réduction du temps de travail pour effectuer un partage des heures entre tous les travailleurs d'une entreprise. La revendication de la réduction des horaires était une forme de lutte contre les licenciements et le chômage. Et à chaque fois qu'une telle situation se reproduit, les ouvriers y ont recours. Dernièrement, certains ont remis à l'ordre du jour ces initiatives. Nul ne sait si dans

quelques années, en raison de la fin de la haute conjoncture, les travailleurs ne seront pas obligés d'y recourir une nouvelle fois.

Pour le moment, de ce côté-là, dans l'ensemble, la situation n'est pas préoccupante. Il existe cependant présentement un autre motif qui rend nécessaire la réduction du temps de travail. Ce sont les actuelles conditions de travail.

Notre correspondant oublie que les heures supplémentaires, les semaines de près de soixante heures dans la métallurgie notamment pratiquées depuis dix ans, ne seraient-ce que pour de simples raisons de physiologie nerveuse, commencent à être ressenties lourdement par tous. Qu'ils considèrent qu'aux journées épuisantes s'ajoutent pour un grand nombre de travailleurs notamment ceux de la région parisienne, parfois plusieurs heures de trajet quotidien, entre le lieu de travail et l'habitation.

La fatigue nerveuse est une donnée déterminante de la condition ouvrière aujourd'hui.

Ce n'est pas parce que l'on est obligé de se « crever » pour ses gosses que le système nerveux est à toute épreuve. On pourrait même dire que les travailleurs qui ont de nombreux enfants ont peut-être une raison supplémentaire de voir la durée du travail réduite. C'est qu'ils se contentent difficilement de « gratter », de payer et d'envoyer les gosses en colonie. Ils doivent aspirer de temps en temps à se promener avec eux et à surveiller leur développement. Il faut pour cela des loisirs et n'être pas harassé de fatigue. Ces aspirations des parents sont difficilement compatibles avec la vie qu'ils sont obligés de mener. Ils veulent comme tous les autres « mieux vivre ». Mais mieux vivre, cela ne signifie pas seulement « bien gagner », pouvoir acheter la machine à laver que l'on voit exposée ; cela veut dire vivre tout simplement, c'est-à-dire vivre dans des conditions psychologiques et physiologiques favorables.

Nous n'avons pas jusqu'ici touché encore à l'essentiel. La lettre de notre correspondant traduit la réticence des travailleurs à engager la lutte pour la réduction des horaires. Ils craignent de lâcher la proie (les heures supplémentaires) pour l'ombre. Ils se rendent compte que ce n'est pas par des luttes partielles que l'on obtiendra le retour à la semaine de quarante heures sans diminution de salaires. Il ne s'agit pas évidemment d'une lutte contre le patron de telle ou telle entreprise, mais finalement une lutte contre tout le patronat et, en dernier lieu, contre le gouvernement.

La politique des organisations syndicales n'est pas orientée vers la préparation de grandes luttes et ainsi, ipso facto, les travailleurs sont laissés dans le dilemme : accroissement des heures de travail ou réduction des salaires. Si les organisations ouvrières manifestaient clairement leurs intentions de préparer de grandes luttes pour la réduction des horaires de travail sans réduction des salaires, on verrait, pas immédiatement bien sûr, mais progressivement les hésitations et les réticences des travailleurs disparaître. Il faut avouer cependant que le passage de la propagande à l'organisation de l'action pose quelques problèmes épineux mais non pas insolubles.

Peut-être serait-il nécessaire de lutter d'abord pour l'égalisation des conditions de travail dans une branche industrielle déterminée, mais l'organisation de ces luttes gagnerait en efficacité si elles étaient replacées dans la perspective plus générale du retour à la semaine de quarante heures.

Sur toutes ces questions cruciales, nous sollicitons l'avis de nos lecteurs, qu'ils contribuent, en utilisant « l'Internationale », comme leur tribune libre, à alimenter une discussion qui ne fait que commencer.

pant n'en reste pas moins fallacieux. Il ne tient pas compte du fait que la productivité ne cesse de s'accroître en raison des innovations techniques et des découvertes scientifiques. Après les tous premiers moments d'application d'une réduction du temps de travail, la production par conséquent loin de stagner reprendra son essor.

L'exemple de l'industrie automobile en est une illustration concrète. Durant le premier semestre de l'année 1960, soit en 26 semaines de 48 heures de travail, les travailleurs de l'automobile ont construit 90.954 véhicules de plus que dans les six premiers mois de l'année 1956. Le rythme de sortie est donc de 606 véhicules à l'heure. Or, pour construire en six mois 90.954 véhicules de plus qu'au cours des six premiers mois de 1959, il a fallu « en sortir » en moyenne 3.500 de plus par semaine.

Combien se passera-t-il de temps alors pour que les travailleurs de l'automobile atteignent et dépassent en 45 heures la

production qu'ils fournissaient en 1948 ?

Le calcul basé sur les rythmes de production des années 1958, 1959, 1960 montrent qu'après un délai d'environ six mois ils commenceront à dépasser en 45 heures leur production de 48 heures.

Les métallurgistes de la C.G.T. ont montré que si chez Berliet les travailleurs décidaient de réduire la semaine de travail de 5 heures, il en résulterait que moins d'un an après ils produiraient autant de « poids lourds » qu'antérieurement lorsque les ouvriers faisaient 5 heures de plus par semaine.

Ces considérations peuvent être étendues à toutes les branches de l'industrie.

Il deviendra de plus en plus impérieux que les programmes des organisations ouvrières s'inspirent de ce décalage pour promouvoir des luttes au terme desquelles l'organisation sociale deviendra en conformité avec le niveau des forces productives.